

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association ATELIER VIDEO MULTIMEDIA

26 BOULEVARD MALOUE
97320 ST LAURENT DU MARONI

N° SIREN: 491 547 212

Association ATELIER VIDEO MULTIMEDIA

26 BOULEVARD MALOUE
97320 ST LAURENT DU MARONI

N° SIREN : 491 547 212

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

**A l'assemblée générale de l'association ATELIER VIDEO
MULTIMEDIA**

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ATELIER VIDEO MULTIMEDIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

W

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « subvention » de l'annexe des comptes annuels concernant la subvention AOC.

4. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués [le cas échéant : et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'association.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne

W

comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

7. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

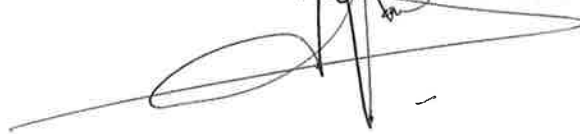
Fait à Paris, le 24 septembre 2024

ENDRIX SNM

Représenté par

Monsieur Jean-François FLAUD

Membre de la Cie Régionale des Hauts de France



Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	12 624	8 573	4 051	1 402
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	124 791	81 335	43 456	45 476
	Autres immobilisations corporelles	115 861	75 892	39 970	55 598
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	153		153	153
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	2 980		2 980	3 000
	Autres immobilisations financières	1 100		1 100	1 100
TOTAL (I)		257 509	165 799	91 710	106 728
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				700
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	22 691		22 691	49 022
	Autres créances	252 249		252 249	175 742
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	108 889		108 889	216 662
	Charges constatées d'avance	570		570	
	TOTAL (II)	384 399		384 399	442 126
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	641 908	165 799	476 109	548 854
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				4 080	4 100
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	241 576	161 626
	Résultat de l'exercice	63 404	79 950
	Total des fonds propres	304 980	241 576
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Fonds dédiés	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	59 783	97 650
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	59 783	97 650
	Total des fonds associatifs	364 763	339 226
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Fonds dédiés	Total des provisions		
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	49 690	137 043
	Sur dons manuels affectés		
Fonds dédiés	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	49 690	137 043
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 872	35 266
	Dettes fiscales et sociales	35 304	33 993
	DETTES DIVERSES		
DETTES (1)	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	6 481	3 326
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	61 657	72 585
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	476 109	548 854
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	63 404,41	79 949,67
	(1) Dont à moins d'un an	61 657	72 585
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
	ENGAGEMENTS DONNES		

Compte de Résultat

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	96 332	52 919
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	648 646	531 338
	Dons	174	560
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	504	14
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	15 868	18 703
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	761 524	603 534
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	9 339	5 754
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	251 684	195 073
	Impôts, taxes et versements assimilés	5 318	483
	Rémunération du personnel	431 456	329 628
	Charges sociales	66 855	47 598
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	48 487	43 536
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	14 314	21 466
	Total des charges d'exploitation	827 453	643 538
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(65 929)	(40 004)
Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	1 549	974
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	1 549	974
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(64 380)	(39 030)
	Produits exceptionnels	41 988	29 337
	Charges exceptionnelles	1 556	138
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	40 431	29 199
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	137 043	151 137
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	49 690	61 357
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL DES PRODUITS	942 104	784 983
	TOTAL DES CHARGES	878 700	705 033
	EXCEDENT ou DEFICIT	63 404	79 950
	PRODUITS	35 300	37 050
	Bénévolat		
	Prestations en nature	25 200	25 200
	Dons en nature	10 100	11 850
	CHARGES	35 300	37 050
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	25 200	25 200
	Personnel bénévole	10 100	11 850

Annexe libre

ASSOCIATION ATELIER VIDEO MULTIMEDIA

Objet social :

Atelier Vidéo Multimédia, association créée le 1er juillet 2006, développe au travers du Pôle Image Maroni des actions d'éducation à l'image et au multimédia, de formation audiovisuelle et multimédia, de communication, de soutien à la création, de production et de diffusion d'œuvres cinématographiques, vidéo ou multimédia.

Nature et périmètre des activités de l'association :

- Des actions liées à différents dispositifs nationaux qui permettent d'accompagner les publics dans leur rapport aux images ; Passeurs d'Images en Guyane, l'Education Artistique et Culturelle en milieu scolaire et la collaboration dans l'ouest dans le cadre des dispositifs Ecole, Collège, Lycéens et Apprentis au cinéma
- Un programme de résidence d'écriture et de rencontre de coproduction autour du documentaire de création « Doc Amazonie Caraïbe » ;
- Un site d'information locales et citoyennes « Chronique du Maroni » ;
- Des parcours d'insertion liés aux techniques du cinéma et de l'audiovisuel, de la médiation culturelle pour les jeunes, dans le cadre d'un programme de remobilisation sociale : Ambitions Ouest Compétences (AOC).
- dans la collaboration avec le festival International des Films d'Amazonie Caraïbes : Le FIFAC.

Le Pôle Image Maroni, développé par l'association, est désormais reconnu comme Pôle régional d'éducation aux images, un label décerné par le CNC en partenariat avec la Direction de la Culture de la Jeunesse et des sports et la CTG. C'est le premier Pôle labellisé en Outre-mer, avec pour missions :

- Renforcer le maillage des territoires ;
- Développer des ressources, des données et formations ;
- Développer des projets innovants, être laboratoire ;
- Observer les pratiques.

Moyen mis en œuvre :

L'association compte au 31 décembre 2023, 11 salariés temps plein, 1 salarié temps partiel, des pigistes et des contrats intermittents, des locaux mis à disposition par la commune de Saint-Laurent du Maroni pour mettre en place ses actions.



Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **476 109** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **942 104** euros et un total **charges** de **878 700** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **63 404** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Bénévolat et mise à disposition

Bénévolat en 2023 le président d'AVM a effectué du travail bénévole détaillé ci-dessous :

- Pour le projet Doc Amazonie Caraïbe, il s'est occupé :
 - - de la coordination du projet (réunion avec les partenaires, relation avec les financeurs) : soit 146 heures valorisées à 24€/h (3 500 €).

- Pour le projet Chronique du Maroni, il a occupé tout au long de l'année la place de :

- Rédacteur en chef pour 125 heures valorisées au taux de 24€/h 3 000€)
- et il s'est occupé de la coordination du projet (réunion avec les partenaires, relation avec les financeurs) : soit 150 heures valorisées à 24€/h (3 600 €).

• Mise à disposition des infrastructures par la ville de Saint Laurent du Maroni. L'ensemble immobilier sis Case 10 (rez de chaussée et 1er étage) du Camp de la Transportation à Saint Laurent du Maroni d'une valeur estimative de 25 200 € est mis à disposition de l'association AVM par une « attestation administrative d'attribution » à compter du 01/08/2014, mais réalisé seulement en 2016. Une convention d'utilisation précaire a été renouvelé le 01/01/2020 pour une durée de 5 ans à compter du 01/01/2020.



Règles et Méthodes Comptables

Subvention

L'association a bénéficié d'une subvention d'exploitation global de 281 179 € dans le cadre du projet AOC auprès de la Banque des territoires qui s'étale sur une période de 2021 à juin 2024 (soit 3,5 ans).

Le montant des subventions restant à recevoir à la fin de l'exercice 2023 est de 66 472.59 euros , ce montant à été comptabilisé en produit sur l'exercice 2023 de façon estimatif et n'est pas définitif

Les faits caractéristiques de l'exercice :
le retrait d'un de nos partenaires

L'association a bénéficié également dans le cadre du projet AOC d'une subvention globale pluriannuelle de 132 302 € auprès de la Ville de Saint-Laurent du Maroni pour la période de 2020-2022 (soit 3 ans) .

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	8 199		4 425			12 624
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 199		4 425			12 624
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	106 247		23 681		5 137	124 791
	Instal., agencement, aménagement divers	36 894		5 179			42 073
	Matériel de transport	26 600					26 600
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	47 189		3 049		3 050	47 188
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	216 931		31 909		8 187	240 652
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	153					153
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	4 100		800		820	4 080
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 253		800		820	4 233
TOTAL		229 382		37 134		9 007	257 509

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	6 797	1 776		8 573
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 797	1 776		8 573
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	60 771	25 700	5 137	81 335
	Autres instal., agencement, aménagement divers	15 523	10 260	2	25 781
	Matériel de transport	3 946	5 320		9 266
	Matériel de bureau, mobilier	35 617	16 252	11 024	40 844
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations grevées de droits					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		115 857	57 532	16 163	157 226
TOTAL		122 654	59 308	16 163	165 799

wf

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL					
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

W+

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	2 980	2 980	
	Autres immobilisations financières	1 100	1 100	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	22 691	22 691	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	123	123	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	252 126	252 126	
	Charges constatées d'avance	570	570	
	TOTAL DES CREANCES	279 590	279 590	
	Prêts accordés en cours d'exercice	800		
	Remboursements obtenus en cours d'exercice	820		
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	19 872	19 872		
	Personnel et comptes rattachés	17 469	17 469		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 770	17 770		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	65	65		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	6 481	6 481		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	61 657	61 657		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		570	570
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			570

wf

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			



Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	161 626	79 950		241 576
Résultat de l'exercice	79 950		79 950	
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	97 650		37 867	59 783
Provisions réglementées				
TOTAL	339 226	79 950	117 817	301 358

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds dédiés				
Fonds dédiés	137 043	87 353		49 690
TOTAL	137 043	87 353		49 690

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Wf

Fonds dédiés

Subventions de fonctionnement affectées - Fonds dédiés	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Totalisation				

W

Dons manuels

Ressources provenant de la générosité du public Dons manuels	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Totalisation				

W

Legs et donations

Ressources provenant de la générosité du public Legs et donations	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Totalisation				

nt